

**Environnement - Première  
assemblée de l'Alliance solaire  
internationale - Communiqué du  
ministère de la transition écologique  
et solidaire**

(Paris, 03 octobre 2018)

Brune Poirson, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de la Transition écologique et solidaire, a co-présidé aujourd'hui à New Delhi, aux côtés de son homologue indien, Raj Kumar Singh, ministre de l'électricité et des énergies nouvelles et renouvelables, une initiative majeure réalisée dans le cadre du One Planet summit : la première assemblée générale de l'Alliance solaire internationale (ASI).

L'assemblée a été inaugurée hier par le Premier ministre indien Narendra Modi et le Secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres en présence de Brune Poirson.

Instance de décision, l'assemblée générale de l'Alliance solaire internationale était une étape fondamentale pour accélérer le déploiement de l'énergie solaire dans les pays de la zone intertropicale, notamment en Afrique. 70 pays étaient représentés, dont 35 par leur ministre.

Les pays membres étaient réunis pour prendre des décisions visant à :

- renforcer la gouvernance de l'organisation,
- nommer le directeur général
- définir les règles de fonctionnement et le budget
- arrêter le plan de travail des prochains mois

Selon Brune Poirson, "Nous avons fait le point sur les programmes de travail de l'Alliance solaire, leurs premiers résultats et les orientations pour l'année à venir. Notre objectif est que cette nouvelle organisation internationale produise très rapidement des effets. Sur le milliard d'euros d'investissements d'ici à 2022 annoncé par le président de la République, 800 millions d'euros ont déjà été engagés. Nous nous donnons les moyens de notre ambition."

Les pays membres ont aussi décidé d'élargir le périmètre géographique de l'Alliance solaire à l'ensemble du monde, afin de répondre à la demande de nombreux pays qui ne sont pas situés

dans la zone intertropicale mais qui veulent rejoindre le projet.

Sur la proposition d'un groupe de pays dont le Togo et le Mali, les pays membres ont en outre décidé de lancer une nouvelle initiative visant à accélérer l'harmonisation des cadres réglementaires des investissements dans l'énergie solaire, un élément crucial pour démultiplier les investissements publics et privés./.

(Source : site Internet du ministère de la transition écologique et solidaire)